

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : STOPPONS LA CASSE SOCIALE

Samedi 22 septembre, les salariées de Ford Blanquefort manifestent pour sauver leurs 872 emplois et les 3000 emplois induits. Une situation loin d'être unique dans un paysage de plus en plus sinistré. Au même moment, le ministre et cynique Macron délivre ses bons conseils à un jeune chômeur : il suffirait de « traverser la rue » pour trouver du travail...

La manifestation des Ford s'inscrit dans la continuité de la lutte menée dans cette usine depuis 10 ans : des grèves et mobilisations locales qui ont déjà empêché la fermeture de l'entreprise. Aujourd'hui, la multinationale, qui a déclaré 7 milliards de profits l'année dernière, n'a pas plus qu'hier la moindre légitimité pour licencier ou fermer des usines. Pourtant, rien que pour la période 2013-2018, Ford Blanquefort a touché environ 50 millions d'aides publiques : près de 850 euros par mois pour chaque salariée !

ARRÊTER LE HOLD-UP

Toutes les entreprises qui licencient actuellement sont des entreprises qui ont encaissé des milliards de fonds publics, d'abord via les exonérations en tout genre accumulées par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations, patronales puis salariales, CICE, dispositifs d'aides à l'embauche le plus souvent précaire... Elles ont aussi bénéficié de cadeaux directs des collectivités, tout cela au nom du maintien de l'emploi !

Ce véritable hold-up de l'argent public donne le droit à la population et aux salariées d'exiger des comptes et de tout faire pour maintenir les emplois, en contestant aux actionnaires le droit de décider de la vie de milliers de personnes.

PUBLIC, PRIVÉ, MÊME COMBAT !

Des entreprises de commerce comme Carrefour, New Look ou SoLocal (Pages Jaunes) ont licencié ces derniers mois des milliers de salariés, avec la brutalité des moyens que leur offrent les lois Macron 1 et 2, et comme unique horizon le chômage, la précarité, ou des pensions de retraite au rabais. Les principales banques

françaises, qui ont déjà supprimé 4 000 emplois en 2017, envisagent des milliers de fermetures d'agences : 900 rien que pour la BNP Paribas, la BPCE et la Société générale. Les Chambres de commerce et d'industrie, qui vivent entre autre de subventions publiques en baisse, envisagent 8000 suppressions d'emploi. Et la liste est encore longue...

Aucun secteur n'est à l'abri : les annonces de suppressions d'emploi se succèdent dans les services publics, à la SNCF, dans l'éducation nationale, dans les finances publiques... Macron et ses sbires rêvent de gérer ce qui reste des services publics comme des entreprises privées.

RECONSTRUIRE LE « TOUS ENSEMBLE »

Dans un tel tableau, les déclarations de Macron sont une provocation. Comme le disent les salariées de Ford, « la meilleure manière de trouver un emploi, c'est de conserver celui qu'on a » !

Plus que jamais, l'enjeu est dans la construction d'un mouvement « Tous ensemble » pour imposer des revendications vitales : l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes ; le partage du temps de travail ; l'augmentation des salaires et des pensions de retraite ; la création de l'allocation d'autonomie pour les jeunes (afin de faire disparaître la concurrence entre salariées et entre générations) ; le contrôle sur les comptes des entreprises et l'expropriation des actionnaires qui refusent ce contrôle.

C'est pour cela que, le mardi 9 octobre, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, des organisations de retraités, d'étudiants et de lycéens, nous serons le plus massivement possible en grève et dans la rue.

Mardi 18 septembre 2018



Comité NPA du Tarn
21 av. Ch. BELLET 81000 ALBI
Courriel : npa.albi@gmail.com

*Strampue avec le Capitalisme
pour une société
autogestionnaire et écologiste
antibourgeoise et antifasciste
féministe et internationaliste*

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

Face au cynisme du gouvernement et des riches POUR COMBATTRE LA PAUVRETÉ COMBATTONS LE CAPITALISME ET SES SERVITEURS !

« La pauvreté ne doit plus se transmettre en héritage » a docilement asséné Macron jeudi 13 septembre en présentant son « plan pauvreté », trois mois après avoir qualifié de « pognon de dingue » l'argent utilisé pour les minima sociaux ! Aujourd'hui, il explique avec un même mépris : « n'oublier personne, c'est dire aux premiers de cordée : n'oubliez pas les derniers de cordée ». Plein de lyrisme, il a même été jusqu'à oser : « on apprend des personnes pauvres » ! Vraiment ? Mais le naturel est revenu très vite, menaçant ceux qui « bénéficient » de minima sociaux : « l'émancipation, c'est savoir que si la nation nous doit quelque chose, c'est que nous lui devons quelque chose en retour ».

Car le soucis de Macron et des patrons, c'est bien de stigmatiser ceux qui subissent le chômage, l'exclusion : ce ne serait pas ceux qui excluent, qui exploitent, qui licencient et créent la précarité et la pauvreté qui serait en dette mais les travailleur-se-s pauvres, les chômeur-se-s, les immigré-e-s !

Ce même 13 septembre, le journal patronal Les Echos titrait en Une : « Les profits du Cac 40 partis pour battre des records » et plus loin : « l'indice parisien pourrait bien battre cette année son record de bénéfices de 95 milliards d'euros datant de 2007 ».

En clair : près de 100 milliards de bénéfices pour les 40 premières entreprises françaises et leurs actionnaires sur un an... et 8 milliards sur 4 ans pour 8,8 millions de personnes pauvres, soit à peine plus de 200 euros par personne et par an !

13,6 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté dont 19,1 % des moins de 18 ans, 3 millions d'enfants. 4 millions de personnes sont sans domicile ou mal-logées. 9000 enfants habitent des bidonvilles. 80 % des enfants qui sont pris en charge par l'aide sociale le sont pour des raisons de pauvreté.

Mais pour Macron ce serait des « *inégalités de destin* » ! Et il a le culot de prétendre combattre la pauvreté alors que toute sa politique précarise et appauvrit les classes populaires, le monde du travail, que les retraites et les minimas sociaux sont bloqués à 0,3 % alors que l'inflation (officielle) est de 2,3 % !

Contre les licenciements, pour les salaires, les pensions, les minimas sociaux : une même lutte ! un même Macron ! un même combat !

